

COLLECTIF 51 - STOP ETAT D'URGENCE

Suite aux attentats du 13 novembre 2015, le gouvernement a déclaré l'état d'urgence pour 12 jours, l'a reconduit pour 3 mois, et envisage maintenant de le prolonger à nouveau et de le maintenir « tant que la menace est là ».

Mais jusqu'où ? Pour combien de temps ? L'état d'urgence était-il nécessaire ? Les dispositifs antiterroristes déjà existants n'auraient-ils pas pu suffire ?

Le gouvernement prévient officiellement qu'il ne respectera sans doute pas la Convention des Droits de l'Homme. Et, François Hollande annonce, pour répondre à l'angoisse créée par les politiques et les médias, qu'il veut modifier la Constitution afin d'y inscrire l'état d'urgence et de permettre la déchéance de nationalité de personnes définitivement condamnées.

Comment ces mesures pourraient-elles être efficaces pour lutter contre l'engagement individuel vers l'attentat suicide, l'idéologie fanatique trouvant sa source dans la situation internationale ?

L'état d'urgence marque un grave recul de nos libertés civiles et nuit fortement aux droits humains. En portant atteinte au droit d'expression et de manifestation des organisations associatives, syndicales et politiques, en condamnant des manifestants et en multipliant les assignations à résidence, il marque aussi un grave recul de la démocratie.

Nous n'exprimons pas ici uniquement des craintes pour l'avenir.

De nombreuses perquisitions ont d'ores et déjà été perpétrées de manière extrêmement violente et arbitraire stigmatisant une population supposée musulmane. Des commerces halal et des squats militants en ont aussi fait l'amère expérience. Ont été assignés à domicile des militants écologistes afin de contrecarrer leur potentiel d'action lors de la COP21.

Paradoxalement, la liberté du commerce, elle, n'a pas été suspendue. Or en quoi est-il plus facile d'assurer la sécurité d'un marché de Noël que celle d'une manifestation ?

Intentionnelle ou pas, la logique de l'état d'urgence joue ainsi dans le sens d'un muselage du mouvement social et pose les premiers jalons du totalitarisme. A usage répété, il pourrait habituer la population à vivre sous un état d'exception permanent. Un tel régime serait un fauteuil confortable pour le Front National ou d'autres groupements autoritaires et fascistes. La répétition des logiques d'état d'exception constitue d'ailleurs une possibilité aux vues des crises économiques et écologiques, des conséquences du climat sur les dynamiques migratoires. Or face aux crises économiques et écologiques, c'est bien le mouvement social qui est porteur des vraies solutions.

Dans ce contexte, s'est constitué le **Collectif 51 « Stop état d'urgence »** afin d'organiser la résistance à ce qui apparaît comme un nouveau recul de nos libertés. Concrètement, le Collectif s'est donné pour objectifs, de :

- Recenser les cas d'application de l'état d'urgence dans la Marne
- Informer le grand public sur les dangers pour nos libertés
- Interpeller les médias et élus locaux.

Le Collectif est composé à ce jour de Agir ensemble contre le chômage, Alternative libertaire 51, Association citoyenne du Front de Gauche, FSU, ATTAC, CEMEA Champagne-Ardenne, Collectif de Lutte Antifasciste, Ensemble, La Ligue des Droits de l'Homme (section de Reims), Organisation communiste libertaire, Parti de Gauche, RESF, RUSF, SOS Racisme Reims, Union syndicale Solidaires...

COLLECTIF 51 - STOP ETAT D'URGENCE

Pour sa première initiative publique,
le **Collectif 51 « Stop état d'urgence »**
invite touTEs les MarnaiSEs à échanger
avec des RémoiSEs ayant subit directement
l'application des mesures de l'état d'urgence et
avec un représentant
de la Ligue des Droits de l'Homme

+0+0+0+0+0+0+0+0+

**Réunion Publique d'échanges autour de
Témoignages de l'état d'urgence**

Jeudi 18 février 2016, à 19h

Salle Saint-Thierry,
17 rue Saint-Thierry
à Reims

(à 300 mètres de l'arrêt tram Saint-Thomas /ligne A ou B)